



La culture Américaine

18

1^{er} trimestre
1998

25,00 F

EDITIONS
SYLÈSE

e

r

3▼ Mauvais coup pour les teamsters
△ Patrick Le Tréhondat

i

5▼ Que devons-nous retenir de tout
cela ?
△ Kim Moody

a

7▼ Les réformateurs se battront malgré
la disqualification de Carey
△ Martha Gruelle

9▼ Le scandale pourrait toucher l'AFL-CIO
△ Martha Gruelle

m

10▼ Après la disqualification de Carey
△ Henry Phillips

m

15▼ Un point de vue sur la tragédie des
teamsters
△ Robert Brenner, Samuel Farber,
Christopher Phelps et Susan Weissman

o

20▼ Attentat à la bombe contre une
clinique
△ Sarah John

s

Mauvais coup pour les teamsters

par Patrick Le Tréhondat

Encore une fois *l'autre Amérique* consacre de nombreuses pages à la situation dans le syndicat des teamsters qui regroupe 2,5 millions d'adhérents, pour beaucoup camionneurs ou rattachés aux métiers du transport. Depuis 1992, ce syndicat a connu une véritable « révolution démocratique » qui a renversé la direction maffieuse dont nombre des membres de celle-ci touchaient des salaires dignes de PDG avec des mœurs plus que douteuses. Il suffit de citer cette scène hallucinante du président de ce syndicat qui se permit dans les années 70 de pénétrer dans la salle du congrès des teamsters, vêtu d'une toge romaine, porté sur un énorme plat, tel un empereur romain, porté à bout de bras par six militants. Le renversement de cette direction corrompue est intervenu grâce à l'alliance de cadres intermédiaires du syndicat qui n'en pouvaient plus de voir le déclin du syndicat et la situation des salariés empirer et d'un regroupement de syndicalistes autour de la TDU défendant la « rank and file organisation ». « Rank and file organisation » le terme revient souvent dans les textes syndicaux que nous avons de nombreuses fois présentés ici. Nous le traduisons, le plus souvent, peut-être maladroitement, par « ceux d'en bas » ou « la base » ; mais ce terme constitue tout autre chose qu'une approche basiste. C'est la réponse que la gauche syndicale américaine, dans le cadre du mouvement syndical réellement existant, celui de l'AFL-CIO, espace incontournable d'organisation majoritaire du salariat, entend développer pour l'autonomie et l'organisation des travailleurs par eux-mêmes. Cette « rank and file organisation » favorise les délégués à la base, les organisations transversales, les alliances multiformes, la transparence et la démocratie directe et surtout l'indépendance vis-à-vis de toute direction syndicale même si celle-ci jouit de sa confiance. Pour

L'autre Amérique

42 rue d'Avron

F 75020 Paris

E mail : sylleps@pratique.fr

<http://www.argyro.net/~syllepse>

RÉDACTION

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

Directeur de publication : Patrick Le Tréhondat

ISSN 1243-8294

n° CPPAP 74 310 – imprimé par nos soins

ABONNEMENT

5 numéros : 100 F

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

revenir aux teamsters, la TDU, fer de lance de la « rank and file organisation » avait donc choisi de passer une sorte d'association-indépendance avec Ron Carrey au début des années 90. Cette addition de forces devint une multiplication qui vérifia encore sa force lors de la grève de l'UPS et la victoire contre ce géant de la distribution de courrier. Cependant, symbole de la nouvelle éthique syndicale, Ron Carrey vient d'être pris en flagrant délit de faute grave. « Il a marché la tête à l'envers vis-à-vis des syndiqués » a commenté un animateur de la TDU. En effet, acceptant des financements occultes pour sa dernière campagne électorale dans le syndicat qui avait vu sa courte victoire contre Hoffa-le-gangster, Carrey est désormais devenu inéligible et de nouvelles élections devront avoir lieu probablement cet été. Nous présentons dans ce numéro plusieurs articles concernant cette affaire qui secoue l'ensemble du mouvement syndical et constitue le premier échec grave du mouvement de renouveau qui a émergé depuis plusieurs années aux États-Unis. Dans l'immédiat, la reconquête par la maison Hoffa du syndicat signifierait un recul qui ramènerait le mouvement des teamsters plusieurs années en arrière ; ensuite c'est également toute l'AFL-CIO qui serait menacée par un basculement des rapports de forces entre la vieille garde, constituée de bureaucrates, et les forces réformatrices, parfois hésitantes, mais qui sont sensibles, à leur façon, aux besoins de la base.

De cette mauvaise histoire, nous n'oublierons pas non plus que l'amarrage, d'une façon ou d'une autre, au Parti démocrate de trop de dirigeants syndicaux ou de directions syndicales (l'AFL-CIO a dépensé plusieurs millions de dollars en faveur de la réélection de Clinton) constitue une faiblesse évidente. Les dirigeants du Parti démocrate ne peuvent pas accepter l'activité indépendante des mouvements sociaux ; ils en ont peur et les combattent, préférant chercher sans cesse des compromis avec la droite la plus réactionnaire. C'est aussi pourquoi ils insufflent, presque par contamination, leur propre conception « managériale » de la politique à ceux qui les côtoient et les soutiennent, quitte à les compromettre. L'absence de représentation politique au niveau national à gauche, sans préjuger de ses options stratégiques, pèse évidemment lourdement sur la situation et les choix de certains dirigeants syndicaux qui préfèrent, selon la théorie du « moindre mal », soutenir un parti qui a pourtant depuis longtemps abandonné tout programme de changement social, même timide. Les efforts de reconstruction d'un « parti du travail » qui donnerait une représentation politique au salariat et aux exploités sont encore éparpillés et difficiles. Dans ce cadre, nos lecteurs comprendront pourquoi dans les prochains numéros de *l'autre Amérique*, nous reviendrons de nouveau sur les évolutions et involutions toujours possibles de cette scène syndicale qui vient de connaître selon les mots de certains « une véritable tragédie ».

Goodbye Mister Momo

Lorsque nous avons créé, il y a quelques années, *L'autre Amérique*, hésitants sur le projet, Momo, comme il aimait aussi se faire appeler, fut un des premiers à nous encourager dans notre entreprise. « MM » au comité de rédaction, il nous apporta des traductions d'articles, écriture patte de mouche sur papier de bloc demi-format, et éplucha minutieusement son carnet d'adresses où se nichaient de nombreux futurs abonnés. Du fond de ses poches, il puisait toujours quelques exemplaires de la revue, prêt à faire la réclame autour de lui. Sa brutale échappée nous rend triste. Son souffle nous manquera, comme à beaucoup d'autres, pour alimenter les brasiers de la Terre.

L'autre Amérique

Maurice Beerbleck, est décédé à Bruxelles dans la nuit du 25 au 26 janvier 1998.

Que devons-nous retenir de tout cela ?

par Kim Moody

Membre du comité de rédaction de *Labor Notes*, il est notamment l'auteur d'un excellent ouvrage sur l'histoire du syndicalisme américain, *An injury to all*, Verso, New York, 1988.

Labor Notes, février 1998

Il serait facile de ne voir dans la situation que connaît aujourd'hui le syndicat des teamsters que ce qui nous arrange : Ron Carey est devenu une menace pour le big business. Il ne préside pas seulement un syndicat qui a connu une profonde transformation et qui est situé dans un secteur économique clef, il a surtout battu l'UPS et il a mis en mouvement un comportement syndical plus agressif. Aussi les entreprises, leurs représentants républicains et la justice (sous leur pression) le lui font payer. Il n'y a aucun doute là-dessus, tout cela ressemble à une meute jetée sur un renard blessé. On se rassure en pensant que tout cela n'est pas fini. Ils vont, sous une forme ou sous une autre, mordre également Richard Trumka [trésorier de l'AFL-CIO, dirigeant du syndicat des mineurs ndlr] et bien d'autres. Des volontés abdiqueront alors, le pire se promènera grimaçant. L'américain corporate gagnera au moins cela.

Mais il y a un autre accusé ici. Les raisons de la tragédie que connaissent les teamsters sont dans le syndicat lui-même. Les problèmes que rencontrent Ron Carey et le mouvement réformateur sont nés dans la pratique et la culture politique des directions du mouvement syndical et du Parti démocrate. Le nom de l'accusé est le syndicalisme-business. Appelez-le comme vous voulez, mais ses caractéristiques de base sont les suivantes : organisation pyramidale, négociations à portes fermées, dépendance au Parti démocrate, fétichisme de la propriété matérielle syndicale qui doit accumuler des richesses, douce compétitivité des employeurs et, en général, méfiance vis-à-vis de la base.

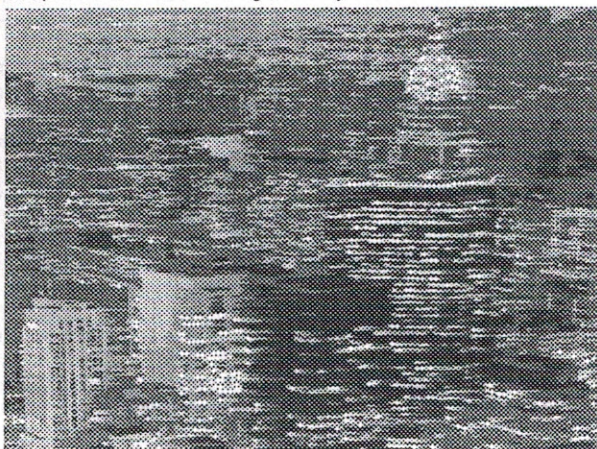
Le refrain, dans ce monde des sommets syndicaux, est « faisons affaire ». Détourner de l'argent pour les élections dans les syndicats ou dans le pays, légalement ou illégalement, est une seconde nature. Hoffa Junior a offert une version particulièrement crue de cela en déclarant durant les élections de 1996 : « ce que vous voulez, c'est un syndicat avec un gros compte en banque et un dirigeant fort ». Les dirigeants actuels de l'AFL-CIO ne sont certainement pas des créatures à la Hoffa. Mais ils sont fondamentalement des syndicalistes du business. Ils ont promis des changements et ont suscité une nouvelle énergie sur les choses à changer. Mais ils ont choisi des consultants hors de prix, ils ont décidé des campagnes de presse de plusieurs millions de dollars, ils ont parlé de « partenariat » avec le business et n'ont pas mis fin aux instituts bureaucratés du syndicat. Ils ont gaspillé des millions de dollars dans les sièges des syndicats et bien qu'ils aient dit vouloir faire de la politique autrement, ils ont déversé des pleines brassées d'argent dans le Parti démocrate. La

démocratie syndicale n'est pas à l'ordre du jour pour eux. Ils n'ont certainement pas dépassé le syndicalisme du business comme ils disent l'avoir fait.

Carey lui aussi partage les responsabilités. Ce qui s'est passé a eu lieu sous sa présidence. Il a engagé des consultants. En choisissant la vieille manière de financer sa campagne, il a choisi le syndicalisme du business contre les méthodes de la base défendues par la Teamsters for Democratic Union (TDU). Les consultants que Carey a embauchés étaient dans ce style aussi, alors que le syndicat combattait tout cela. Les permanents syndicaux, les consultants et les politiciens sont tellement imprégnés de cette vieille culture qu'ils ne savent pas, eux-mêmes, qu'ils sont corrompus quelque part. Et d'un certain point de vue, c'est le problème. Le syndicalisme du business et sa culture de fonctionnement bureaucratique est tellement familière, tellement présente, que la base victime de ces pratiques ne le remarque plus. C'est seulement comme cela que le monde va ? Cela n'a pas toujours été ainsi et rien ne montrait plus que le mouvement de réforme que tout cela était mauvais. Ce mouvement de réforme animé par la TDU et le leader de sa coalition, Ron Carey. Ils ont ensemble gagné le droit de vote direct par l'élection des permanents, ils ont nettoyé le syndicat des bureaucrates qui l'encombraient, ils ont mis sous tutelle les sections gangrenées par les gangsters et éduqué les membres du syndicat à la transparence et enfin ils ont remporté des victoires sur le business comme jamais, depuis des dizaines d'années, on en avait connues.

Mais Carey a fait une erreur. Il n'a pas seulement embauché quelques consultants. Lorsqu'il a laissé faire cet « impeccable financier », et quelques autres, il s'est écarté de la ligne « rank and file » sur laquelle il avait gagné les élections de 1991 et qui avait fait du mouvement de la réforme un des mouvements les plus puissants qu'on n'ait jamais connu. Ken Paff, animateur de la TDU, a déclaré lors sa dernière convention : « Si vous voulez vous affronter aux entreprises américaines, il vaut mieux vous assurer d'être le moins vulnérable possible ». Carey est un boulet de canon et ce qu'il a fait ces six dernières années est énorme, mais il s'est rendu vulnérable et le mouvement pour la réforme avec lui.

La leçon à retenir ne doit pas se perdre dans les recherches d'innocence ou de culpabilité. Revitaliser le mouvement syndical, ce n'est pas juste le nettoyer de ses pires syndicats, et c'est plus qu'embaucher des financiers à la recherche éperdue des fonds. Hoffa a tort. La question qui se pose au mouvement syndical n'est pas de savoir s'il a de gros comptes bancaires mais si la base a de réels pouvoirs au sein de ses syndicats et si elle a la possibilité de contrôler ses directions. Là est l'enjeu. C'est là que nous devons diriger nos yeux.



Les réformateurs se battront malgré la disqualification de Carey

par Martha Gruelle,

membre du comité de rédaction de *Labor Notes*

Labor Notes, février 1998

« Vous n'abattez ni l'esprit démocratique de notre syndicat, ni la conviction de nos membres, ni la force avec laquelle nous avons enfoncé l'UPS » a déclaré Dianna Kilmury, vice-présidente du syndicat et animatrice de la TDU. Mais le mouvement réformateur des teamsters a été touché par la perte de confiance en son président, Ron Carey, élu à la tête du syndicat en 1991 à l'issue d'une vigoureuse campagne des militants de la TDU. Sa réélection en 1996 sera la dernière car il a été déclaré inéligible en raison de financements illégaux, selon les statuts du syndicat, de sa dernière campagne électorale et les dernières élections ont été annulées. Carey a déclaré n'avoir pas été conscient de cette situation. Il a fait appel de la décision, mais le juge qui l'entendra ne reviendra pas sur cette décision. Carey doit également faire face à des accusations qui viennent de l'intérieur du syndicat, de la commission de contrôle qui pourrait décider de son exclusion du syndicat. Des procédures judiciaires pourraient être également lancées contre lui. Le 25 novembre Carey a décidé de prendre un congé sans solde de son poste de président du syndicat, car il souhaite se consacrer à combattre les accusations qui pèsent contre lui. Le secrétaire-trésorier du syndicat, Tom Sever, assure l'intérim de la présidence ; mais Sever ne souhaite pas se présenter à la prochaine élection de la présidence du syndicat. Un audit indépendant des dépenses du syndicat a été autorisé par la direction des teamsters. Si la disqualification de Carey est confirmée, Kilmury et ses compagnons, qui ont animé la revitalisation démocratique du syndicat depuis 6 ans, auront à faire face à la campagne d'Hoffa junior qui dispose de finances importantes et bien organisées. Celui-ci a déjà appelé ceux qui veulent un vrai dirigeant à la tête du syndicat à combattre Kilmury et ses amis. Il avait déjà déclaré l'été dernier que l'on pouvait gagner les négociations avec l'UPS sans grève, et qu'il avait hérité du pouvoir de mettre en échec les demandes des employeurs. « J'ai ça dans le sang » avait-il expliqué. Les nouvelles élections devaient avoir lieu à la mi-février mais elles ont été repoussées pour permettre aux enquêteurs de mener leurs recherches concernant les accusations qui pèsent contre la campagne de Hoffa.

La décision qui frappe Carey est basée sur deux faits : d'abord le témoignage de Jerome Nash, l'un des responsables de la campagne de Carey, qui compte bien ne pas aller en prison ; et surtout les montants de donations dont Carey auraient bénéficié venant des cercles proches du Parti démocrate. Selon les responsables de l'enquête, contrairement à ce qu'il affirme, il est impossible que Carey n'ait pas pu remarquer ces financements. A la convention de la TDU, les militants qui ont soutenu Carey depuis 1991,

sont en état de choc et n'en expriment pas moins leur volonté de mener plus avant la réforme du syndicat avec tous ceux qui le souhaitent. Pour Ken Paff, de la TDU, le scandale est aussi un coup porté contre le mouvement réformateur et le renforcement de la TDU est la seule façon de prévenir que de tels événements se reproduisent. « Tout ce mouvement de démocratisation n'a pas été le fait d'un seul homme » ajoute-t-il ; ainsi que Carey le disait lui-même. Avec plus de 600 participants, cette convention de la TDU est une des plus importantes et 65 000 dollars ont été recueillis pour aider l'organisation à se développer.

La TDU espère pouvoir soutenir une nouvelle liste démocratique aux prochaines élections du syndicat sans avoir déterminé qui sera candidat à la présidence. La convention a donné mandat au bureau directeur de la TDU de décider qui devra être soutenu. La décision devrait intervenir dans les prochaines semaines. Le seul membre de la liste Carey de 1996 qui s'est déclaré candidat est George Cashman, président de la section 25 de Boston. Cashman est considéré comme étant encore de la vieille garde du syndicat bien qu'il ait soutenu Carey. Dans sa section, il n'a pas été de ceux qui ont poussé à la prise en charge par les syndiqués de leurs affaires et il a défendu les principes des cumuls de salaires pour les permanents. Cashman a d'ores et déjà déclaré qu'il intégrerait des supporters d'Hoffa dans sa liste. Une proposition que la TDU refuse sans appel.

Les autres candidats possibles sont Ken Hall, responsable du secteur UPS ; Richard Nelson, responsable du secteur « chargement » et Tom Leedham, vice-président et dirigeant des 400 000 membres du secteur « entrepôts ». Leedham a quelques soutiens au sein de la TDU parce qu'il a été un pionnier de la réforme et a animé de nom-



breuses grèves très militantes. Nelson a l'avantage de représenter le secteur très important du « chargement » mais il est nouveau dans le processus de réforme. Hall, Nelson et Leedham se sont adressés à la convention de la TDU et ont participé aux travaux de la rencontre. Le bureau directeur de la TDU rencontrera tout candidat qui souhaitera recevoir son soutien.

De son côté, la commission d'enquête procède à l'examen des comptes de la campagne d'Hoffa en raison de plusieurs faits : un truand de Chicago s'est vanté d'avoir financé la campagne d'Hoffa ; le comptable de cette campagne dit avoir recueilli 100 millions de dollars au moyen

de donations de moins de 100 dollars chacune ; enfin il y aurait eu un mystérieux transfert entre la caisse de retraite de la section pro-Hoffa de Chicago et les îles Caïman.

Les fonds transférés résulteraient des frais pris par le gestionnaire de cette caisse qui est par ailleurs membre de la section 337. La section 337 est dirigée par Larry Brennan, l'homme que Hoffa a embauché comme « assistant ». Si la suspicion entoure ces mouvements de fonds, il pourrait être difficile de trouver des preuves qui mettent en cause Hoffa lui-même. Le staff d'Hoffa semble lui plus occupé à attaquer la TDU. Le journal très à droite *Washington Times* a publié un article expliquant que la TDU était le « chaînon manquant » entre les démocrates et Carey. Bien entendu, le *Washington Times* n'apporte aucune preuve de ses assertions. Jerome Nash, cité plus comme un des responsables de la campagne de Carey, affirme qu'un des circuits envisagés était de collecter 150 000 dollars en faveur de la campagne de Carey via l'AFL-CIO et venant d'un groupe des démocrates, Citizen Action. Il affirme que Richard Trumka, trésorier de l'AFL-CIO, était une pièce maîtresse de ce dispositif. Trumka a refusé de témoigner. Si ces allégations s'avéraient fondées, Trumka devrait faire face à une mise en accusation. Le président du syndicat des employés a autorisé son avocat à collecter des fonds en faveur de Carey, et cela en violation des statuts du syndicat. D'autres responsables de syndicats ont fait de même. Aucun d'entre eux ne devaient verser de l'argent à Carey, car considérés comme des employeurs selon les statuts du syndicat.

L e scandale pourrait toucher l'AFL-CIO

Martha Gruelle

Le scandale créé par le financement de la campagne de Carey affectera-t-il la nouvelle direction de l'AFL-CIO ? Quoiqu'improbable, ce n'est pas impossible.

En octobre, le quotidien juif new-yorkais *Forward* a publié un article mentionnant que la vieille garde de l'AFL-CIO, qui avait été défaite, deux années auparavant, par Sweeney et sa liste « Nouvelles voies », étudiait les moyens de provoquer de nouvelles élections dans le syndicat des teamsters pour permettre l'élection de Jimmy Hoffa Jr. Il est vraisemblable que la vieille garde de l'AFL-CIO et celle du syndicat des teamsters ont fait cause commune. On sait que les voix apportées à Sweeney par le syndicat des teamsters lui permit sa courte victoire qui a changé beaucoup de choses dans la centrale syndicale américaine. *Forward* suggère que pour sa part la vieille garde aurait choisi comme candidat à opposer à Sweeney, Sandra Feldman, la présidente du syndicat des enseignants, l'American federation of teachers. Feldmann nie toute tentative de vouloir renverser Sweeney. Mais le style de la nouvelle direction de l'AFL-CIO agace de nombreux bureaucrates dont Feldmann. Certains d'entre eux voudraient voir revenir le temps de la guerre froide où l'argent du gouvernement transitait par l'AFL-CIO pour mener sa politique étrangère. Il est vrai que Sweeney a changé la conduite des relations internationales du syndicat. Feldmann, pour l'instant, souhaite mener à bien la fusion de son syndicat avec la National Education Association qui pourrait amener dans la corbeille de mariage un gros paquet de 2,2 millions de votes, ce qui bien entendu comptera dans les rapports de forces lors de prochaines élections dans l'AFL-CIO qui devraient se tenir à l'automne 2001.

Mais peut-être des élections anticipées auront lieu. Le rapport du gouvernement contre Carey contient des

accusations qui mettent en cause d'autres dirigeants syndicaux, notamment Richard Trumka, trésorier de l'AFL-CIO. Si le procureur poursuit ses accusations, d'autres proches de l'entourage de Sweeney pourraient être également mis en cause. On retrouve ailleurs le nom de Martin Davis qui a été le chef d'orchestre de la campagne de levée de fonds en faveur de Carey et par qui le scandale est arrivé, et de son second, Terry McAuliffe, qui ont fait bien plus que permettre le financement du syndicat des teamsters. En effet, peu après son élection, Sweeney a changé la banque qui gérait pour le compte de l'AFL-CIO les cartes de crédits des permanents syndicaux. Ceux qui ont organisé ce changement, et ont touché d'énormes commissions pour opérer ce transfert, sont tout simplement Martin Davis et Terry McAuliffe. Selon la revue d'affaires *Business Week*, une enquête fédérale est en cours à New York sur les conditions dans lesquelles ce transfert s'est effectué. Une autre investigation s'intéresserait à la gestion d'une caisse de retraite syndicale où l'on retrouve le nom de McAuliffe.

Après la disqualification de Carey

par Henry Phillips

militant de la réforme chez les teamsters et
membre du groupe Solidarity.

Against the Current, janvier-février 1998

Depuis vingt-deux ans, les militants teamsters se rencontrent à la convention annuelle de Teamsters for a Democratic Union (TDU) pour discuter du cours que leur mouvement doit prendre. Au cours de ces deux décennies, les membres de la TDU ont vécu beaucoup de tempêtes, mais aucune comme celle d'aujourd'hui. Quatre jours avant la convention, le syndicat des teamsters (Fraternité Internationale de Teamsters-IBT) a été bouleversé par la nouvelle selon laquelle son président, Ron Carey, était devenu inéligible. Comment les militants les plus réformateurs du syndicat allaient réagir à ce choc ? Est-ce qu'ils se rallieraient autour de Carey ? Ou allait-on avaliser un nouveau candidat ? Est-ce que les membres de la TDU allaient s'unir face à l'adversité ou seraient-ils divisés sur les choix à faire ? Ces questions ont provoqué une intense tension dans la partie la plus dynamique du vieux mouvement ouvrier. La convention a commencé l'après-midi du vendredi avec une large discussion sur la disqualification de Carey et la réponse possible de la TDU. Le comité directeur de la TDU (ISC), et ses quinze membres, ont présenté leur perspective. Pour l'ISC, le temps n'est pas venu d'avaliser un nouveau candidat. Un tel choix diviserait la TDU et les perspectives de la réforme. Au lieu d'avaliser un candidat, l'ISC a proposé à la convention d'utiliser sa réunion pour engager la consolidation du mouvement.

Le socle de la réforme

« Nous sommes le socle de la réforme dans notre syndicat » a déclaré le co-président. « Nous sommes plus forts que tout candidat. » Ensuite, il a exprimé son point de vue, et faisant une pause il a ajouté : « Demandons-nous, où serions-nous à présent sans la TDU ? », « Il y aura une liste pour la réforme lors de l'élection qui approche, et cette liste gagnera, car nous aurons une forte TDU. » Au départ de la convention, il n'était pas évident de savoir quelle position la TDU adopterait. « Construisons maintenant, avali-

sons plus tard » était une des perspectives. Après la disqualification de Carey, beaucoup d'observateurs ont supposé que la TDU soutiendrait un candidat lors de sa convention. Il est devenu bientôt clair que le risque de division existait, non seulement dans le camp de Carey en général mais dans la TDU elle-même. En effet, certains soutiennent le responsable de la branche Entrepôt, d'autres l'allié de la TDU, Tom Leedham, et d'autres encore s'appuient sur Ken Hall, responsable de la branche UPS qui a participé aux négociations lors du dernier conflit, et puis encore d'autres qui sont opposés à tout soutien. La capacité des animateurs de la TDU à mesurer les réactions à l'assemblée, de les respecter, et d'y répondre, a permis, avec des propositions concrètes, de forger un consensus. Cette situation aurait pu exacerber facilement des tensions existantes et des divisions si l'on avait essayé de forcer la mise avec une proposition qui ne permettait pas le consensus. La session d'ouverture de la convention a montré la charge émotionnelle qui a pesé sur la réunion. Orateur après orateur, on a senti l'intensité, le choc, et le chagrin de nombreux membres qui se sont positionnés autour de leur président indépendamment des options en faveur desquelles ils ont plaidées. « Je veux bien être damné si je participe au lynchage de Carey, » a dit un militant, proche des larmes. « Nous ne sommes pas ici pour juger Ron Carey. Nous sommes ici pour construire une armée. Nous allons protéger le rêve de réformes de Carey » a ajouté un autre. L'idée d'avaliser un candidat de la réforme a disparu de la tribune, comme si en parler était équivalent à donner un coup de pied à Ron Carey. La discussion a eu lieu sur la proposition du comité directeur et sur l'idée que la TDU concentre ses efforts en faveur de l'annulation de la disqualification de Carey.

Une attaque contre tous

« S'il s'agissait seulement d'une attaque contre Ron Carey, ce serait une chose, mais c'est une attaque contre le mouvement ouvrier » a expliqué un militant. « C'est une attaque politique contre Ron Carey pour ce que nous avons fait à l'UPS. Nous ne pouvons pas le laisser dehors, dans le froid. A quoi sert un mouvement de la réforme si nous ne pouvons pas faire quelque chose ? » Ce genre de paroles était en résonance avec l'assemblée, et aussi parce qu'il est clair qu'il y a eu une attaque coordonnée de la droite contre Carey. En octobre Peter Hoekstra, représentant du Parti républicain du Michigan a présenté une loi qui légaliserait les syndicats maisons et c'est lui qui a présidé le comité qui a ouvert la chasse dans le syndicat des teamsters. Autres membres du comité, Cass Ballenger et Charlie Norwood ont multiplié leurs efforts au congrès pour limiter les droits du ministère de la santé et de la sécurité (OSHA) en matière de contrôle des règles d'hygiène et de sécurité. Ces « impartiaux » défenseurs de la démocratie syndicale ont eu des informations venues directement d'Hoffa et de Passo sur les soit-disantes méthodes d'intimidation de Carey. Passo, lui, est un expert sur le manque de démocratie chez les teamsters. Il faisait partie d'une clique qui gérait la section 705 à Chicago et a vu ses fonctions prendre fin grâce à Ron Carey. Parmi les autres témoins entendus, il y a Dan Ligurotis qui a tué son fils à l'entrée du local syndical. Il a été exclu du bureau syndical par, vous l'avez deviné, Ron Carey. Les membres de la TDU ont été furieux des mensonges accumulés, et ce qui a politiquement motivé les attaques contre Carey et leur syndicat. « Je n'ai pas vu Hoekstra tenir des auditions quand la TDU a soutenu que Bruno Bauer avait été assassiné sur son lieu de travail... presque certainement par les permanents du Local [section syndicale ndlr] 707 ». Ken Paff, animateur de la TDU a ajouté devant la convention « et il n'y a pas eu d'auditions pour savoir pourquoi Nicki Black, responsable de la section 707 ne gagnait aucune grève. » Conspiration collective ? Non. Mais les réels motifs des auditions au congrès qui ont suivi la grève à l'UPS sur les violations par Carey

lors de sa campagne sont faciles à deviner. Les dénonciations de la disqualification de Carey comme étant une conspiration collective, ont mélangé les questions des suites de la grève à l'UPS et les vrais erreurs du fait de la campagne menée par Carey. Les appels à la TDU de se tourner de toutes ses forces pour la défense de Carey a recueilli des applaudissements parmi les militants qui refusent de laisser leur responsable dehors ; cependant ces propositions n'ont reçu qu'un faible soutien, parce qu'elles laissent les militants sans un plan d'action viable. Le destin de Carey est maintenant loin de la TDU et ses militants qui veulent organiser et étendre leur influence. L'appel de Carey contre sa disqualification sera entendu par le juge J. David Edelstein qui a représenté le gouvernement dans cette affaire. Edelstein n'a jamais annulé une sentence prise par un de ses subordonnés, si ce n'est pour l'aggraver. La direction de la TDU a discuté des voies possibles pour défendre l'héritage de Carey. Pour elle, il faut que le mouvement de la réforme continue d'avancer. « Il n'y a rien de mal d'être triste pour Ron Carey, » a dit le co-président de la TDU. « Le soutenir n'est pas l'unique chose que vous avez à faire car alors vous ne continuerez pas son héritage. Il veut que vous sortiez et organisiez la lutte pour l'accord sur le transport, et non pas organiser des piquets face au juge Edelstein. » Un autre militant a argumenté : « Notre général, le président Carey, était le soldat qui occupait le rôle principal, mais il n'a pas été placé là par son seul désir. Soutenir Carey dans ses efforts et faire l'éloge de ses efforts, sans que nous éduquions nos membres, alors nous aurons perdu la bataille ». Plus avant durant le week-end, deux résolutions ont été adoptées à l'unanimité par la convention. La première s'oppose à la création d'une liste de « réconciliation » composée de candidats du camp de Carey et d'Hoffa et a autorisé l'ISC à rechercher la constitution d'une liste de la réforme. La seconde s'intitule « Construire, construire, construire la TDU » et appelle à renforcer l'organisation pour les batailles à venir. Les votes unanimes ont reflété le vrai consensus qui s'était construit pendant le cours de la convention. La direction de la TDU a pris la température des rangs des militants et a vu l'ardeur des militants, en ce temps de crise, se réveiller. Selon toute



probabilité, Carey perdra son appel, un appel qui est compris pour beaucoup comme une tentative de défendre sa réputation et pour rétablir sa position dans le syndicat. La TDU sera libre alors d'avaliser une liste pour la réforme proposée sans avoir compromis ses membres par une lâcheté vis-à-vis de Carey. Mais tarder à soutenir une option peut coûter cher. Ce délai laisse à Hoffa le champ libre pour sa campagne alors que les réformateurs sont sans organisation de campagne, sans nom de candidat et sans programme.

L'héritage durable de Ron Carey

Peu de membres avaient lu le rapport de 72 pages de Kenneth Conboy sur les conditions dans lesquelles s'étaient déroulées l'élection. Le rapport a peu porté sur les militants, qui prennent d'abord en compte l'expérience qu'ils ont eue avec Carey comme président de leur syndicat. La réaction de la base renvoie à leur loyauté à Carey pour ses authentiques réalisations. Carey a donné aux membres des teamsters quelque chose à croire. Dans ce syndicat, le plus corrompu, il y a eu un militant qui durant vingt années s'est tenu debout avec ses membres, a fait échec à l'UPS et a renvoyé ses dirigeants dans leurs palais de marbre. Le plus étonnant est que Carey a continué d'être avec ceux d'en bas, à porter des costumes bon marché, à garder sa forte voix, et sa mauvaise coupe de cheveux. Sous Carey, les teamsters ont mis fin à l'activité de centaines de permanents corrompus dans les sections locales : ils ont vendu les avions ; dégraissé les permanents et en ont fini avec le style « limousine » ; ils ont insufflé de l'énergie à l'organisation du syndicat ; ils ont mobilisé les syndiqués pour gagner de bonnes conventions collectives ; cette campagne a culminé en août dernier avec la victoire à l'UPS. Pour beaucoup de membres, les accusations contre Carey sont apparues incroyables. Pour tous, elles sont atténuées en comparaison avec ses réalisations, « le détournement présumé de fonds est à comparer avec ce qu'il a fait pour notre syndicat » a souligné un militant. Dans une culture où l'image du « Grand homme » est dominante, nombre de membres ont projeté sur Carey ce que leur mouvement de réforme avait accompli. Ceci, plus que n'importe quoi,



explique les ovations debout et répétées que Carey a reçues pendant sa brève apparition à la convention. Ainsi qu'un teamster l'a dit, « qu'elle me plaise ou pas, la réalité, c'est d'abord les personnes pas les programmes. » Mais derrière les applaudissements et les mots non prononcés, il y avait aussi des yeux plus critiques. Pendant la venue de Carey, certains ont critiqué la position de la TDU jugée trop critique vis-à-vis du président des teamsters et ont considéré que la TDU a encouragé l'électoratisme. Ces critiques trouvaient que la TDU a favorisé le rôle des responsables élus au lieu d'encourager la mobilisation de la base, qui est la clef du renforcement du mouvement ouvrier. Les militants se sont rassemblés à la convention, la plus importante de l'histoire de la TDU, sans avoir l'idée de fermer le magasin parce que leur chef était tombé, mais pour préparer les batailles de ceux d'en bas. Ils ont compris que leur mouvement devrait continuer sans Carey, et ils se sont préparés à cela. Comme un militant l'a dit sous les applaudissements : « Ils ne peuvent pas disqualifier les membres. Sortons et mobilisons-nous pour le meilleur contrat du transport jamais vu. » Les membres de la TDU comprennent que ce syndicalisme est un mouvement, pas un homme. Dans la convention, on a pu voir une émotion authentique pour Carey et une bonne dose de santé et de réalisme politique. Quatre membres du comité exécutif de Carey ont été mentionnés comme candidats possibles. Le plus proche de la TDU est Leedham, un partisan de l'organisation basée sur les délégués de base et des réseaux d'organisation de ceux d'en bas (que Leedham appelle l'organisation du membre-à-membre); un autre candidat possible est Hall, un syndicaliste dont le nom a grandi pendant la grève UPS. Un autre choix possible est Richard Nelson, responsable de la branche transport. George Cashman, lui, est un chef ambitieux situé à l'aile droite du camp de Carey qui a vu son étoile se faner. Cashman a été l'unique candidat des quatre possibles qui n'a pas assisté à la convention de la TDU. La décision de la convention de s'opposer à la formation d'une « réconciliation » entre les forces pro-Carey et pro-Hoffa a certainement constitué une flèche contre la politique de Cashman. Dans cette étrange élection, l'adversaire n'est pas clair. James Hoffa Jr. est sur le devant de la scène aussi longtemps qu'il reste éligible; mais il affronte lui aussi une enquête sur sa campagne financière. Combien d'argent est-ce que la mafia a donné à Hoffa? La décision de Carey d'embaucher des consultants liés au Parti démocrate pour sa campagne était « une gaffe monumentale » selon les mots de Ken Paff. « Il était la tête à l'envers vis-à-vis de ses troupes... Il pensait avoir découvert un raccourci qui a mené à la tragédie de lundi dernier [la disqualification de Carey. ndlr] ».

Née en 1976, la TDU a ouvert le chemin à la première élection directe (un-vote-un-membre) dans l'histoire des teamsters. La TDU s'est associée à la dynamique de Carey, mais est restée indépendante. L'alliance du réseau couvrant l'ensemble du pays (composé de militants expérimentés) et du dynamisme de Carey a fait tomber la vieille garde en 1991. A partir de ce moment, la TDU a fonctionné comme deux clefs : alliée de Carey et comme une organisation autonome, aile gauche à l'intérieur du camp de Carey c'est-à-dire comme une force indépendante de la base pour la réforme. Le rapport a été mutuellement salubre. Au niveau local les TDUs [les membres de la TDU] ont fait tomber les bureaucrates dans des douzaines de sections locales depuis 1991. Plus récemment, dans un syndicat de 10 000 membres dans le secteur des lignes aériennes (section 2000), Billie Davenport, femme afro-américaine soutenue par la TDU, a évincé un pro-Hoffa. A la suite de l'élection qui approche, cet espace de la réforme grandira vraisemblablement. L'élection de Leedham ou de Hall peut avoir comme conséquence un tournant vers un syndicalisme de « sommet ». Une victoire par un membre plus conservateur ou un candidat de la vieille garde signifiera le retour à un syndicalisme d'affaires, ou pire encore. La compétition pour la présidence des teamsters

n'est pas, en fin de compte, un concours entre individus mais un affrontement entre des visions du syndicat. L'approche de TDU est plus difficile mais en fait plus facile grâce à l'exemple de l'UPS. La tâche affrontée par la TDU est immense.

Un point de vue sur la tragédie des teamsters

par **Robert Brenner, Samuel Farber, Christopher Phelps et Susan Weissman**

Les auteurs sont membres du comité éditorial d'*Against the Current*.

La disqualification de Ron Carey par le juge Kenneth Conboy comme candidat à la réélection à la présidence de la Fraternité internationale des teamsters (IBT) est un coup dévastateur pour les militants du syndicat des teamsters et du mouvement ouvrier américain en général. Carey a eu une carrière remarquable comme leader ouvrier. A la section teamsters de Long Island, il a acquis une réputation pour son honnêteté et son militantisme, grève après grève. Comme président des teamsters, il a offert à ses membres une qualité de direction au niveau national qu'ils n'avaient pas connue depuis plusieurs décennies, si jamais elle avait existé. Il n'a pas seulement pris des mesures décisives pour débarrasser le syndicat d'éléments corrompus et des gangsters qui y régnaient, mais il a aussi engagé des batailles militantes contre les patrons sur des questions centrales comme celles du travail à mi-temps et l'ouverture par le patronat de filiales non-syndiquées. L'exploit suprême de Carey a été, bien sûr, sa contribution à l'importante victoire en août dernier à l'UPS, pour laquelle il a reçu l'éloge et l'admiration du mouvement syndical. Ce qui rend encore plus décevant le fait incontestable que ce sont près d'un million de dollars qui ont été détournés de la trésorerie générale des teamsters pour consolider la campagne de Carey pour sa réélection. Encore plus douloureux est que cette diversion de fonds est intervenue naturellement pour une campagne que Carey lui-même avait choisie de mener de haut en bas du syndicat. Partout durant sa carrière, Carey a été un responsable typique du mouvement syndical américain, qui se voit lui-même comme au service des intérêts de la base, mais non contrôlé par elle. Son attitude ambivalente envers la TDU – sa bonne volonté de travailler avec elle, mais en même temps son désir d'éviter à tout prix toute dépendance vis-à-vis d'elle est significative de l'approche de Carey. Son oscillante, et finalement tragique, trajectoire est même exemplaire d'un responsable syndical comme Ron Carey qui nous montre que des organisations de base, tel que la TDU, sont indispensables; c'est-à-dire des organisations autonomes et indépendantes de toutes structures officielles car le mouvement ouvrier ne peut pas avancer sans elles.

La « guerre des ondes »

Lorsqu'il a gagné la présidence des teamsters en 1991, Carey était un outsider.

Il n'avait pas de soutien parmi la vieille garde des permanents syndicaux, il n'avait que le choix de dépendre fortement des efforts de la TDU qui a été présente lors de son élection. La direction de la TDU a été, alors, écoutée pour ses conseils et ses soutiens. Mais quand Carey s'est représenté pour sa réélection en 1996, il a mis en place un groupe de consultants politiques, sans lien avec le syndicat. Il

a permis que sa campagne soit menée par ceux dont il pensait qu'ils savaient comment faire et qui ont appelé leur stratégie la « guerre des ondes » en se basant sur un télé-marketing plutôt que de miser sur « l'infanterie » liée aux luttes, et qui aurait exigé de Carey de mobiliser plus vigoureusement la base. Pour mettre en œuvre leur stratégie électorale, les directeurs de campagne de Carey ont eu besoin de beaucoup plus d'argent que le mouvement de la réforme pouvait en donner. Ces consultants ont donc eu recours aux méthodes des « dessous de table » qui sont maintenant la norme sur la scène politique aux Etats-Unis, et ils ont abattu Ron Carey avec eux. L'approche de Carey de sa réélection ne fut pas la meilleure. Même durant sa campagne de 1991, il veilla publiquement à se tenir à distance de la TDU, sûr qu'il était d'obtenir son vote. Suite à sa victoire, Carey a fait face au renforcement de l'influence de la TDU qui rendait aussi possible ses réformes. Pendant ses deux premières années de président, il a cherché à consolider sa position au moyen d'alliances avec des membres de la vieille garde. Par chance, ces bureaucrates ont cru qu'ils pouvaient améliorer leurs positions en faisant échec à Carey. Devant l'intransigeance de la vieille garde, Carey se rapprocha des réformateurs. Il a aboli les vieilles conférences régionales qui étaient des centres de corruption. Peut-être plus important encore, il a entrepris de nettoyer les sommets du syndicat et a organisé l'éviction des gangsters section par section. Ici s'est produite une occasion majeure de faire du syndicat un véritable outil appartenant aux syndiqués. Mais au lieu de nommer logiquement des réformateurs pour l'administration des sections placées sous tutelle en raison de la corruption, Carey a choisi des permanents du syndicat, qui faisaient peu ou rien pour démocratiser les sections ou engager la bataille contre les patrons. De plus, trop souvent, Carey a syndiqué de nouveaux membres dans de vieilles sections dominées par les bureaucrates, où ceux-ci se sont trouvés démobilisés et sans défense contre les patrons. La romance de Carey avec les démocrates l'a amené à introduire dans les sommets du syndicat des « opérateurs » financiers qui l'ont fait chuté. Carey les a amenés dans son cercle quand il est arrivé à la présidence pour amoindrir sa dépendance vis-à-vis de la TDU et ces « opérateurs » ont acquis une influence politique dans le syndicat.

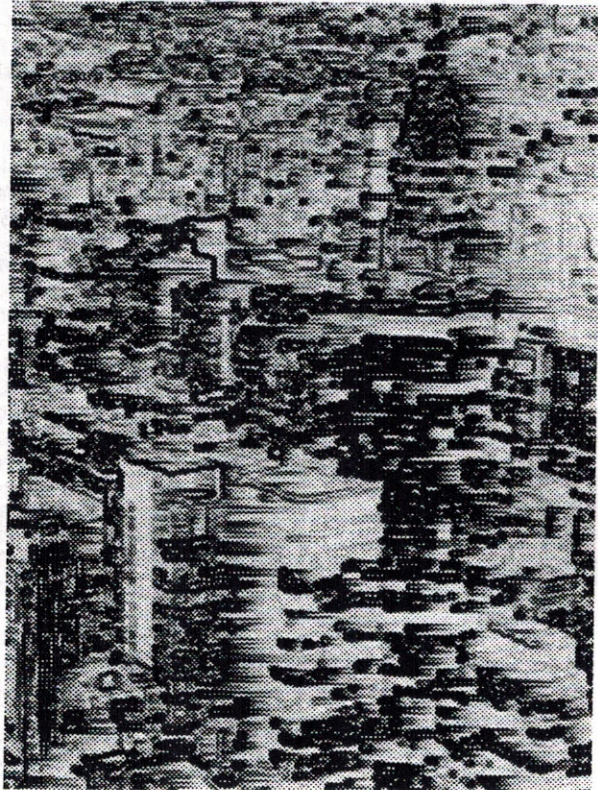
Une mauvaise approche

Les énormes exploits de Carey ne sont pas niables, l'énorme perte pour le mouvement de la réforme que représente sa disqualification est réelle. L'émotion et le soutien qu'a recueilli Carey lors de la convention de la TDU montre l'estime dans laquelle il est tenu par les militants du syndicat. Dans la situation actuelle, il est virtuellement irremplaçable. Cependant si le militantisme de Carey et son intégrité ont été exceptionnelles, et même inhabituelles dans les directions syndicales d'aujourd'hui et peut-être unique au niveau national, les limites de ses conceptions du syndicat doivent être clairement comprises. S'il s'est engagé pourtant sincèrement à réformer le syndicat et renforcer son militantisme, à le mobiliser dans les batailles contre les patrons, il ne s'est pas engagé dans la construction d'une organisation forte d'une base qui serait indépendante de lui-même et devant laquelle il serait responsable. Cependant l'existence de la TDU dans les teamsters a été la condition nécessaire et indispensable pour que ce que Carey a accompli soit possible, et le renforcement de la TDU est l'indispensable condition pour faire avancer la démocratie du syndicat et pouvoir faire fonctionner le syndicat après Carey. La TDU a été formée depuis 1976 à l'initiative d'un groupe relativement petit de militants socialistes en collaboration avec une poignée de militants teamsters. Ces radicaux et militants syndicaux avaient organisé pendant les années antérieures un mouvement national, Teamsters pour un contrat acceptable, autour de l'échéance du renouvellement de la convention collective

des transports routiers. Ils ont visé à démocratiser le syndicat et le transformer en outil de lutte. Ils ont pris leur inspiration dans la longue histoire du mouvement ouvrier qui cherche à se fortifier à travers ses propres activités, à travers des organisations militantes dans les syndicats, indépendantes des directions officielles : nous faisons par exemple référence aux délégués d'usine britanniques et au Mouvement des Minorités, le syndicat de la Ligue Pédagogique qui avait lutté pour démocratiser l'AFL dans les années 1920, et le mouvement de formation du CIO dans le milieu des années 1930.

Pourquoi une « Rank-and-File Organisation » ?

Le raisonnement en faveur d'organisations à la base autonomes dans les syndicats n'est pas le produit de la croyance que les permanents des syndicats sont inévitablement conservateurs, ou ne mèneront jamais de bagarres militantes contre les patrons. Il procède, plutôt, de la compréhension que ces permanents du syndicat développent des conceptions de lutte qui renvoient à leur place socio-économique et à leur expérience matérielle. N'étant plus dans le travail, les permanents à plein temps sont imperméables aux pressions quotidiennes du patron qui affectent les ouvriers. Comme employés du syndicat, ils sont dépendants de l'organisation syndicale pour leur immédiat, et de l'existence, des succès du syndicat comme organisation. Leur conscience est façonnée donc, en partie, par ces pressions directement associées à leur place comme salarié qui s'est libéré des fardeaux du travail. Le piège bureaucratique dérive, en résumé, d'un monde social dans lequel l'organisation du syndicat tend à devenir une fin en soi, plutôt qu'un instrument pour défendre les intérêts des adhérents. Du point de vue des militants organisateurs à la base, continuateurs d'une tradition née dès la première moitié du vingtième siècle, même le meilleur fonctionnaire syndical tend, consciemment ou inconsciemment, à confondre les besoins des adhérents avec les besoins de l'organisation et voir toute chose par la loupe de l'organisation. Les permanents peuvent efficacement, à l'occasion, mener, courageusement, des batailles contre la cor-



ruption et les patrons, mais ils insistent pour les mener selon leurs propres termes, quand ils veulent et comme ils veulent. Ils considèrent, comme une règle, de diriger la détermination de la base, parce qu'ils pensent celle-ci comme enclin à prendre des décisions « étourdies » qui peuvent mettre en cause le syndicat face aux assauts mortels des patrons. Pour les mêmes raisons, même la meilleure sorte de permanents du syndicat, inévitablement, se sent menacer par une organisation permanente à la base dans des syndicats, lorsqu'elle a le pouvoir suffisant pour agir indépendamment, le forcer à des actions qu'il ne souhaite pas, ou, peut-être le pire de tout, le remplacer par un autre.

Indépendance

La décision de Carey de se présenter en 1991 a offert la possibilité aux teamsters d'une direction qui était à des années-lumière de celles précédemment connues : elle était tout simplement plus militante et plus honnête que ce qu'ils avaient connu depuis plusieurs décennies. Mais il est un fait que le soutien que la TDU a apporté à Carey lui a donné une légitimité et une force, produites par quinze années de lutte pour la démocratie et lui a permis de gagner. Ce soutien, au début de sa présidence, alors qu'il ne pouvait pas construire une alliance avec la vieille garde, lui a apporté une base pour une voie alternative plus favorable à la réforme et au militantisme. Sans la TDU, Carey aurait été dans un cul-de-sac. Quand Carey a décidé d'affronter l'UPS durant l'été 1997, la TDU a répondu présent pour organiser des rassemblements et fortifier les piquets de grèves. Cependant Carey n'a pas seulement tenté d'éviter la dépendance vis-à-vis de la TDU ; il a cherché à construire une base personnelle en comptant sur des éléments de la vieille garde et des syndicalistes à mentalité « business » qui, pensait-il, lui fourniraient une base politique. Cette recherche devait lui permettre de gouverner le syndicat sans rendre compte systématiquement à la base. Aujourd'hui les radicaux du syndicat, les militants ont de nouveau besoin d'être capables de s'allier comme force indépendante avec des permanents syndicalistes progressistes comme Carey, et de soutenir le comportement de ces alliés quand ils défendent les intérêts des membres contre la vieille bureaucratie et surtout contre les patrons. Mais ils ont aussi besoin d'être capables d'organiser indépendamment, et même contre de tels responsables syndicaux quand ils manquent de fermeté pour poursuivre la réforme ou ne sont pas suffisamment agressifs face aux patrons. Et ils doivent avancer même si pour quelle que raison que ce soit, de tels permanents ne peuvent pas défendre les intérêts de la base. Pour être capable de faire ces choses, ils doivent avoir leur organisation autonome dans les syndicats. Comme Ken Paff responsable national de la TDU le souligne, la TDU « a soutenu Carey et fait barrage à la vieille garde, et en même temps défendait le mouvement de la base comme un modèle, comme une école de direction, et comme une vigie pour éviter toute rechute. » C'est en grande partie parce que la TDU était assez forte, que Ron Carey a été capable de faire des enjambées en avançant sur la voie de la réforme. C'est aussi parce que la TDU n'a pas été assez forte que la réforme n'a pas été plus loin. C'est parce qu'il n'y a donc que peu d'équivalents comme la TDU au sein des syndicats, que le mouvement ouvrier américain est si vulnérable face aux offensives des patrons. Aujourd'hui, la TDU, en association avec d'autres forces pro-réforme chez les teamsters, doit reprendre le défi de la réforme que Ron Carey a laissé tomber, lorsqu'illégalement il a utilisé des fonds du syndicat pour sa propre campagne.

Une trahison de la démocratie

Il est vrai que Carey a été soumis à une pression terrible, massivement organisée par le camp Hoffa. Il a eu peur de leur capacité à réunir des fonds en termes financiers notamment grâce aux milieux de gangsters auxquels

Hoffa est lié. Cette situation, selon Carey, mettait non seulement en danger sa candidature mais le mouvement entier pour la réforme en danger, chez les teamsters mais également dans le mouvement ouvrier plus généralement. Mais pour un président en place, surtout un réformateur, utiliser les cotisations des membres pour promouvoir sa candidature est intolérable. Cela va à l'encontre de la cause de la démocratie dans le syndicat dont il est censé être le défenseur. Les membres du syndicat paient des cotisations pour financer l'organisation, les salaires du personnel, et les caisses de soutien aux grèves. Puiser dans la trésorerie du syndicat pour sa réélection représente une chose pire que l'illégalité elle-même : une immense faute. Il est dur de voir comment Carey n'a pas compris que le message final de la contribution politique que les teamsters ont fait aux organisations du mouvement syndical américain n'était pas qu'elles apportent leurs contributions financières à sa réélection. Quatre de ces contributions financières ont totalisé trois quarts de million de dollars ; et ont été produites en l'espace d'une semaine ; elles venaient à la demande du directeur de la campagne de Carey qui était censé n'avoir rien à faire avec les teamsters, et elles ont été approuvées explicitement par Ron Carey, comme il l'a lui-même admis. Les problèmes que connaît Carey ne sont pas le résultat d'une conspiration du gouvernement pour le punir de sa victoire à l'UPS, comme certains à gauche ont pu le conclure précipitamment, mais sont le résultat des erreurs qu'il a commises dans l'organisation de sa campagne. Il ne s'agit pas non plus d'une offensive de fractions de classe dominante contre la nouvelle direction de l'AFL-CIO, qui, en dépit de ses paroles, a manqué à ses obligations de syndiquer de nouveaux membres et prévenir la fragmentation du mouvement syndical. De fait, Bill Clinton et les démocrates, pour leurs propres raisons, – parce que la nouvelle direction de l'AFL-CIO les a soutenus électoralement et parce que Richard Trumka trésorier de l'AFL-CIO a été nommé dans le schéma de financement de Carey – ne cherche pas à prendre avantage des problèmes de Carey ; ils sont plutôt inquiets de voir les enquêtes troubler le syndicat et souhaitent la fin de cette affaire aussitôt que possible.

Maintenant les républicains du Congrès, dans les colonnes du *Wall street journal*, et les autres forces de la droite, cherchent à exploiter les erreurs de Carey. Leur tactique est simple : ils utilisent le prétexte du « nettoyage par le haut » pour lancer un nouveau M. Propre contre le mouvement ouvrier. Ces éléments pro-business n'ont pas le plus léger intérêt dans la protection de la démocratie dans les syndicats. Après la douleur encore cuisante de la défaite de l'UPS, soutenus par l'ensemble des patrons, de l'été dernier, ils aspirent autant à affaiblir les forces militantes chez les teamsters que de se débarrasser de la nouvelle direction de l'AFL-CIO. Cette dernière possibilité devrait d'abord voir Hoffa victorieux, puisque le soutien de Carey au ticket Sweeney-Trumka-Chavez, avait permis d'abattre le régime néanderthalien constitué par l'ancienne direction de l'AFL-CIO avec Kirkland. La menace du retour de la vieille garde dans l'AFL-CIO fournit une raison de plus, si tel était besoin, d'affirmer pourquoi il est crucial que les réformateurs maintiennent le contrôle des teamsters dans la lutte électorale à venir. Les syndicalistes progressistes ont porté le cas de Carey devant les tribunaux bien que celui-ci ait eu tort de permettre des soutiens financiers illégaux. Il est vrai que le fait qu'il ait commis de telles erreurs ne doit pas l'empêcher de se présenter de nouveau. Tout cela demande que les élections soient de nouveau organisées, que les fonds soient remboursés. Les efforts pour disqualifier Hoffa en raison de ses propres financements peuvent également produire des résultats. Mais pour lutter contre la corruption et les patrons, les militants des teamsters ne peuvent pas compter sur les tribunaux ; ils ne peuvent en effet compter que sur eux-mêmes et défendre leurs propres intérêts. Il est heureux qu'il existe un outil pour cela, la Teamsters for Democratic Union.

Attentat à la bombe contre une clinique

Sarah John

Un communiqué de « l'Armée de Dieu » a revendiqué l'attentat qui a eu lieu le 29 janvier dernier contre une clinique à Birmingham, Alabama, et qui a tué un agent de police et blessé gravement une infirmière. La lettre manuscrite, revendiquant l'attentat, avec un en-tête « au nom de l'Armée de Dieu » a été écrite par la même personne qui avait revendiqué un autre attentat à Atlanta l'année dernière contre une boîte de nuit gay et une clinique où des avortements étaient pratiqués. L'enquête recherche également si ces trois attentats sont liés à celui qui s'est produit lors de jeux olympiques d'Atlanta en 1996 et qui avait tué une personne et blessé plus de 100 autres. Des éléments similaires entre les quatre bombes ont été relevés par les enquêteurs.

La situation de l'infirmière, Emily Lyon, 41 ans, sévèrement blessée, est très grave. Elle a perdu un œil, l'autre est gravement atteint et elle souffre de nombreuses blessures aux jambes et à l'abdomen. La bombe a tué Robert D. Sanderson, 34 ans, un agent de police qui travaillait en dehors de ses heures de service comme gardien de sécurité de la clinique. Il est la première victime dans histoire américaine d'un attentat à la bombe de ce genre. « La bombe n'a pas été conçue avec l'intention de causer de dommages matériels mais plutôt pour blesser un être humain qui serait proche, » a déclaré un enquêteur. Sanderson est la sixième personne morte depuis mars 1993 suite à une agression contre une clinique pratiquant des avortements. Les cinq autres personnes sont mortes dans des fusillades.

En Californie, un homme a été condamné à 15 années de prison pour avoir tenté de faire exploser un camion rempli de réservoirs de propane et de bidons d'essence. Un feu s'est déclenché mais il n'y a heureusement pas eu d'explosion et personne n'a été blessé. Peter Howard, 44 ans, a plaidé coupable. Howard, qui portait un casque et un protège-tympan, a conduit son camion, le 17 mars 1997, près de la clinique, le soir, lorsque le personnel et les malades n'étaient partis. Mais la mise à feu du camion a été arrêtée par un gardien et a ainsi évité l'explosion des combustibles. Howard avait précédemment participé à une action d'encercllement de la clinique avec le groupe Live Savers, une organisation basée à Bakersfield, une région à quelques dizaines de kilomètres au nord de Los Angeles. Tim Palmquist, coprésident des Live Savers, a déclaré que les membres du groupe devaient signer une déclaration s'engageant à la non-violence.

A New York, la violence contre les cliniques pratiquant l'avortement a diminué selon une étude menée par une association féministe. Les violences comme les harcèlements, incendies criminels ou menaces de mort, aurait diminué de 39 %. Pour l'année 1994, la moitié des cliniques interrogées ont rapporté un déclin dans les actions hostiles. La fondation attribue ce déclin relatif à une loi fédérale garantissant l'accès aux cliniques qui pratiquent des avortements, et la décision de la Cour Suprême de 1994

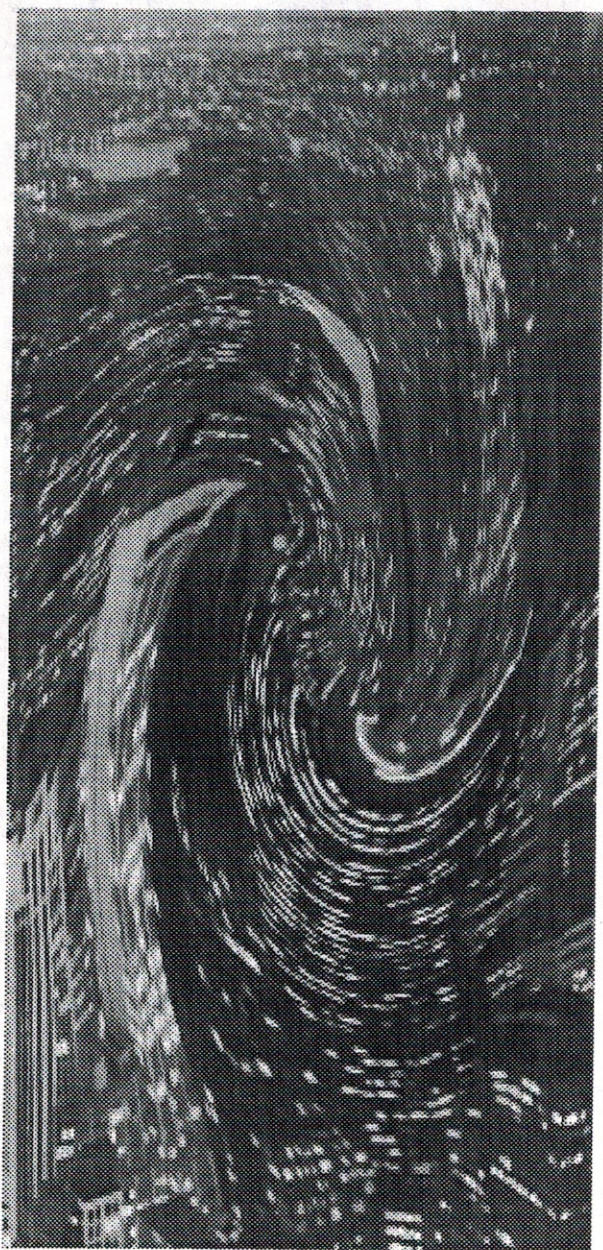


qui a confirmé la légalité de « zones de protection » autour des cliniques pour maintenir les anti-avortements éloignés des cliniques.

Selon une autre enquête menée par la Feminist Foundation durant les sept premiers mois de 1997 et portant sur 339 cliniques, 24,8 % des cliniques ont subi des violences. Elles ont pris la forme de blocage des entrées, d'invasions, de menaces d'attentat à la bombe, de menaces d'incendie criminel, d'attaques, et de menaces de mort ; les violences des anti-avortement se sont le plus souvent concentrées sur un nombre plus faible de cliniques qui subissent donc un niveau de violence plus élevé. Cette nouvelle répartition renverse la tendance connue entre 1993 et 1996 et a entraîné une baisse du nombre de cliniques rapportant des agressions. Le pourcentage de cliniques qui ne subissent pas de violence, harcèlement, ou intimidation a doublé sur ces quatre dernières années. En 1997 presque deux cliniques sur trois n'a pas fait état d'agression. Concernant les démissions de personnel suite à des violences des anti-avortements, on observe, toujours selon cette étude, en 1997 une tendance à la hausse. Un quart des cliniques mentionnaient en 1994 des démissions en raison d'actions des anti-avortements. Après une baisse notable en 1996 avec 3,9 % des cliniques souffrant de démissions, en 1997 elles sont 7,1 % qui concernent des médecins, des infirmières, des conseillers, ou des techniciens de laboratoire. Les formes les plus communes de violence en 1997 ont été le vandalisme (22,4 %) et les menaces d'attentat à la bombe (12,4%). D'autres formes de vandalisme sont en faible déclin entre 1996 et 1997:

15,8 % de la colle forte dans les serrures ; 14,5 % des clous dans les allées ; 0,9 % de l'huile de moteur sur les parking ; 25 % des peintures sur les murs des cliniques ; 26,3 % des bris de fenêtres, 30,3 % des graffitis, 31,6 % des altérations de lignes de téléphone

On observe entre 1996 et 1997 une augmentation des menaces d'incendie criminel à 3,5 %. Presque un tiers des cliniques (31 %) ont été protégées en 1997 par des zones de protection. Sur ces cinq dernières années, l'étude de Feminist Majority a montré des changements dans les stratégies des anti-avortements. Le changement le plus considérable a été de loin la baisse des invasions des cliniques au profit d'attaques plus violentes et de menaces de mort. Entre 1993 et 1996, 5 médecins et ouvriers travaillant dans des cliniques ont été assassinés - l'étude a établi que l'augmentation dramatique des menaces de la mort était souvent le signe précurseur de fusillades ou d'incendie criminel. Enfin les menaces téléphoniques ou écrites sont devenues une des stratégies de l'anti-avortement les plus courantes.



Vient de paraître

Fernando Matamoros Ponce

Mémoire et Utopie au Mexique

*Mythes, traditions et imaginaire indigène
dans la genèse du néozapatisme*



Préface de Michael Löwy

Ce livre est une œuvre de science sociale, d'histoire et de sociologie des religions.

Ce livre nous entraîne dans l'histoire des origines et du développement du néozapatisme. Le néozapatisme, nous explique Fernando Matamoros, est un cocktail explosif dans lequel se mélangent guévarisme et indigénisme, théologie de la libération et mythes fondateurs de la nation mexicaine. Ce mouvement est porteur et empreint de magie, de poésie, de romantisme, d'enthousiasme, d'espoir fous et d'utopies. Plein d'insolence, d'humour, d'ironie et de sarcasme, il donne place à l'individu dans le collectif. Sa capacité à réinventer le réenchâtement du monde est sans doute une des raisons de la fascination exercée par le zapatisme moderne, bien au-delà des montagnes du Chiapas.

Les 40 illustrations de Jesús Gallegos González qui accompagnent le texte, traduisent la continuité d'une pensée indienne ancrée dans la modernité. Elles sont un complément symbolique aux mots et un prolongement imagé de la force des idées exprimées dans *Mémoire et utopie au Mexique*.

165 x 230, 208 pages, 120 F

D é c o u v r e z

L'autre Amérique

Qui d'entre nous n'a pas combattu le talon de fer aux côtés des Chevaliers du Travail, musardé avec Jack London le long des voies ferrées, croisé Lee Gordon dans sa croisade contre les préjugés raciaux, serré la main de John Reed, cueilli les raisins de la colère avec Cesar Chavez et fredonné avec Woodie Guthrie et Pete Seeghers? Qui d'entre nous n'a pas combattu l'arbitraire patronal avec Norma Rae, ne s'est pas jeté corps et âme dans la grève à Minneapolis, à Flint ou aux côtés des mineurs virginiens insurgés? Qui d'entre nous n'a pas serré le poing avec *Fist*, aimé *Blue Collar*, patrouillé dans les ghettos avec les Panthers en armes, observé le parcours de Malcolm Little, défié la garde nationale à Berkeley ou manifesté en uniforme sur la base sud-vietnamienne de Dah Nang?

Nous sommes loin ici de Coca-Reagan, de Disney-McDonald et d'ITT-CIA. Plus exactement, nous sommes de l'autre côté! Si le cauchemar américain n'a pas de secret pour nous, cette Amérique de la contestation ne semble exister pour nous que dans le cinéma et la littérature. Et pourtant!

Au fil des pages de *L'autre Amérique*, la découverte de la gauche de l'Amérique vaut le voyage. Elle donne à nos rêves et à nos combats rien moins que des pistes pour redéfinir un projet de transformations sociales, les contours et les formes d'une nouvelle alliance progressiste.

Cette autre Amérique nous interpelle fortement. D'autant qu'elle puise son inspiration à la source des souffrances, des résistances et des luttes sociales.